



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Eric PASTOR, Eric PETIT, Henri ROUILLEAULT.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Jean-Luc COUSQUER, Isabelle GIANIEL, Chantal LÉVY-RAMEAU, Arnaud MOYNIER, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Commune de Montpellier - Secteur Cavalade - Mandat d'études à la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Approbation

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Entre les quartiers Hippocrate, Odysseum, Parc Marianne et Cambacérès se trouve un secteur d'environ 7,5 ha, encadré par l'avenue Nina Simone au nord, la rue du Mas de Barlet à l'ouest, la route de Vauguières à l'est et l'A709 au sud. Ce secteur est classé au PLU en partie en secteur de zone AU0-2, secteur d'urbanisation future, et en partie en 3AU, correspondant à un secteur dit de « zone de hameau » à constructibilité très limitée. Il est occupé aujourd'hui par quelques habitations et des friches, en partie propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole.

Outre l'achèvement de la ZAC Hippocrate et la réalisation de l'avenue Nina Simone, l'environnement de ce secteur est en évolution importante avec, d'une part, le déplacement de l'A9 réalisé en 2017, permettant à terme la constitution d'un boulevard urbain, et, d'autre part, la création, au sud de ce secteur, de la gare Montpellier-Sud-de-France et du quartier Cambacérès qui fait évoluer l'environnement urbain mais aussi l'armature des infrastructures primaires du secteur, avec le prolongement de la ligne de tramway 1 vers cette nouvelle gare.

Ces évolutions majeures, qui vont impacter ce secteur, amènent à en raisonner l'aménagement futur et à envisager la création d'une nouvelle opération d'aménagement sur ce secteur.

Pour cela, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques pour affiner la faisabilité technique, administrative et financière et le programme de cette opération. La mission de conduite de l'ensemble de ces études a été confiée le 20 février 2014 à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par Montpellier Méditerranée Métropole, pour une durée de vingt-quatre mois, pour un montant actualisé de 271 000 € TTC, dont 198 000 € TTC de prestations de tiers. Ce mandat a été conclu sans mise en concurrence préalable en raison du statut de Société Publique Local d'Aménagement (SPLA) de la SA3M. Par décision en date du 5 octobre 2016, l'échéance du mandat a été reportée par avenant n°1 au 31 décembre 2019.

Depuis la signature de cette convention de mandat, ont été lancées les missions de géomètre, de diagnostic et de réalisation du schéma voiries et réseaux divers (VRD), les études relatives à l'hydraulique, à l'environnement et une mission d'urbaniste confiée à l'urbaniste Bruno Fortier. Compte tenu de l'avancement de ces études, les objectifs et modalités de concertation pour la création d'une nouvelle ZAC Extension Hippocrate sur ce secteur a fait l'objet d'une délibération du Conseil du 19 juillet 2018, en vue d'une création de ZAC en 2019.

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées s'élèvent 88 000 € TTC, et les remboursements perçus au titre du mandat d'études à 73 000 € TTC. En outre, il a été versé une avance de trésorerie de 40 000 € TTC permettant l'engagement des études de tiers. Compte tenu des négociations foncières restant à mener sur ce secteur, en lien avec la conception du projet, il est proposé de confier au mandataire une mission complémentaire de négociation foncière pour un montant de rémunération complémentaire de 60 000 € TTC, par avenant n°2 au mandat d'études.

Aussi, le prévisionnel des dépenses du mandat s'établi à 331 000 € TTC.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 du secteur Cavalade/Hippocrate, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire du mandat d'études ;
- approuver le bilan prévisionnel de ce mandat établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- approuver l'avenant n°2 au mandat d'études confiant une mission de négociation foncière au mandataire pour un montant de 60 000 euros TTC ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-58276-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.